



• **MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

<b>MAITRE DE L'OUVRAGE</b>	<b>CHU de Limoges</b> <b>Direction des constructions, de la sécurité et du patrimoine</b> <b>Le Cluzeau</b> <b>21, avenue Dominique Larrey</b> <b>87042 Limoges</b>
<b>REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR</b>	<b>Madame la Directrice Générale</b>

<b>OBJET DU MARCHE</b>	<b>MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT NEUF DE RADIOLOGIE EN IMAGERIE PAR RESONANCE MAGNETIQUE (I.R.M.) – HOPITAL DE LA FEMME, DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>
------------------------	--

Ce CCAP est inséparable :

- de l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière,
- du Programme.



## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
1.1.	Objet – Référence .....	5
1.2.	Définition des parties au Contrat.....	5
1.3.	Sous-traitance.....	6
1.4.	Contrôle et direction du Contrat .....	6
1.5.	Consistance des missions et obligations du titulaire .....	7
1.6.	Mode de dévolution des travaux.....	7
1.7.	Conduite des prestations .....	7
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT .....</b>	<b>7</b>
2.1.	Textes réglementaires de référence .....	8
2.2.	Documents contractuels particuliers (par ordre de priorité).....	8
2.3.	Documents contractuels généraux (par ordre de priorité).....	8
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>DUREE DU MARCHÉ ET PHASAGE DE L'OPERATION .....</b>	<b>8</b>
3.1.	Phasage et description de la mission .....	8
3.2.	Déclenchement des parties .....	9
3.3.	Mise à disposition et réception des ouvrages .....	10
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>EVOLUTION DU MONTANT DES TRAVAUX ET DE LA REMUNERATION .....</b>	<b>10</b>
4.1.	Symboles et formules utilisés dans le contrat (par mission).....	10
4.2.	Évolution du montant prévisionnel de travaux .....	11
4.2.1.	<i>Du démarrage du marché à l'AVP.....</i>	<i>11</i>
4.2.2.	<i>De l'AVP à la notification des marchés de travaux.....</i>	<i>12</i>
4.2.3.	<i>De la notification à l'achèvement des marchés de travaux.....</i>	<i>12</i>
4.3.	Évolution de la rémunération du maître d'œuvre .....	12
4.3.1.	<i>Programme constant .....</i>	<i>13</i>
4.3.2.	<i>Modifications de programme.....</i>	<i>13</i>
4.4.	Marché de prestations similaires.....	13
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>CLAUSES FINANCIERES .....</b>	<b>14</b>
5.1.	Caractère forfaitaire de la rémunération.....	14
5.2.	Bordereau de prix unitaires .....	14
5.3.	Incidence de la TVA.....	14
5.4.	Nantissement et cession de créances.....	14
5.5.	Révision du prix .....	14
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>ENGAGEMENTS CONTRACTUELS du Maître d'oeuvre .....</b>	<b>15</b>
6.1.	Engagement de l'APD à la notification des marchés de travaux : Résultats de la consultation des entreprises de travaux	15
6.2.	Engagement de la notification à l'achèvement des marchés de travaux : Respect du coût des contrats de travaux	15
6.3.	Respect des obligations contractuelles.....	15
6.3.1.	<i>Retenue .....</i>	<i>15</i>
6.3.2.	<i>Pénalités.....</i>	<i>16</i>
6.3.3.	<i>Modification des délais contractuels.....</i>	<i>16</i>

6.3.4.	Mesures conservatoires .....	16
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>DECOMPOSITION DU FORFAIT - ECHEANCIER DES ACOMPTES (par mission) .....</b>	<b>16</b>
7.1.	Décomposition du forfait.....	16
7.2.	Échéancier des acomptes .....	17
7.2.1.	Pour la partie technique « suivi des études » .....	17
7.2.2.	Pour la partie technique « suivi des travaux et assistance pendant la période de parfait achèvement » .....	17
7.3.	Solde .....	17
7.4.	Forme des demandes d'acompte et de solde.....	17
7.5.	Modalités de règlement .....	17
7.6.	Avance .....	17
7.7.	Délais de paiement/Intérêts moratoires .....	17
7.8.	Contrôle des projets de décompte mensuels et final .....	18
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES.....</b>	<b>18</b>
8.1.	Présentation des documents .....	18
8.2.	Avis sur les documents provisoires.....	19
8.3.	Validation des prestations .....	19
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>ACHEVEMENT DE LA MISSION.....</b>	<b>19</b>
9.1.	Arrêt en fin de partie .....	19
9.2.	Arrêt en cours de partie.....	19
9.3.	Réception de la mission .....	19
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES - DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS .....</b>	<b>20</b>
10.1.	Les modalités de communications entre les parties.....	20
10.2.	Délai de remise des documents.....	20
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>ASSURANCES .....</b>	<b>20</b>
11.1.	Assurance de responsabilité civile .....	20
11.2.	Assurance de responsabilité décennale.....	21
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>MESURES COERCITIVES - RESILIATION.....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 13.</b>	<b>LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 14.</b>	<b>PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 15.</b>	<b>CONFIDENTIALITE – LAICITE ET NEUTRALITE.....</b>	<b>22</b>
15.1.	Confidentialité .....	22
15.2.	Laïcité et neutralité.....	22
<b>ARTICLE 16.</b>	<b>DROIT ET LANGUE .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 17.</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>23</b>
17.1.	Règlement amiable des litiges .....	23
17.2.	Règlement juridictionnel des litiges .....	24
<b>ARTICLE 18.</b>	<b>DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>25</b>

## **ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. OBJET – RÉFÉRENCE**

Le présent CCAP porte sur **un marché public de maîtrise d'œuvre** relatif à la construction d'un nouveau bâtiment au sens des articles R. 2431-8 à R. 2431-18 du code de la commande publique comportant l'installation d'une nouvelle imagerie par résonance magnétique (I.R.M.) au sein de l'hôpital de la femme, de la mère et de l'enfant (H.F.M.E.).

Il inclut également des travaux de réaménagement partiel du bâtiment existant et plus spécifiquement quelques locaux du service de sénologie ainsi que la création d'une passerelle entre les deux bâtiments.

Le maître d'œuvre effectuera la mission de base pour les opérations de construction neuve définie à l'article R2431-4 du Code de la commande publique ainsi que celles nécessaires aux travaux affectant l'existant, à savoir : DIAG, ESQ, APS, APD, DPC, PRO/DCE, ACT, EXE, SYNTHÈSE ET VISA, DET, AOR et DOE + année de parfait achèvement.

Il effectuera également les missions complémentaires suivantes : coordination SSI et OPC.

Le lieu d'exécution du marché est situé au **8, Avenue Dominique Larrey, à LIMOGES.**

### **1.2. DÉFINITION DES PARTIES AU CONTRAT**

Les parties au Contrat sont :

D'une part,

**CHU de LIMOGES**

**2 Avenue Martin Luther King**

**87042 LIMOGES Cedex**

Signataire du marché : Madame la Directrice Générale, ou son représentant.

désigné dans ce contrat par les termes « le maître de l'ouvrage » ou « le centre hospitalier universitaire », ou « le représentant du pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur ».

D'autre part, le titulaire du marché mentionné dans l'Acte d'Engagement et désigné dans ce CCAP indifféremment par les termes « le titulaire », « le maître d'œuvre », « la maîtrise d'œuvre », « le groupement ».

### **IL EST CONCLU UN MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DONT LA CONSISTANCE EST DÉFINIE DANS CE DOCUMENT, INSEPARABLE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT ET DU PROGRAMME.**

L'Acte d'Engagement désigne la ou les personnes morales qui composent cette maîtrise d'œuvre, la composition de leur groupement, ainsi que les personnes physiques habilitées à représenter le titulaire, ou chaque composante du groupement.

### **1.3. SOUS-TRAITANCE**

---

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Toutefois, en application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut exiger que certaines prestations du marché soient effectuées directement par le titulaire du marché ou l'un des membres du groupement titulaire.

Il en résulte que l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture conformément à l'article 37 du code de déontologie des architectes.

En conséquence, eu égard à l'obligation d'exécution personnelle du contrat par le titulaire, l'éventuelle sous-traitance ne pourra concerner que des prestations accessoires, mais en aucun cas l'élaboration des documents de conception permettant le dépôt d'une demande ou d'une modification de permis de construire.

Lorsque le titulaire, ou un membre du groupement titulaire le cas échéant, a l'intention de sous-traiter une partie de sa mission après attribution du marché, il doit au préalable obtenir du maître de l'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R2193-1 à 2193-9 du Code de la Commande Publique.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, en complément de la transmission obligatoire du formulaire DC4 complété et signé, le titulaire devra transmettre au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Les documents justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant (Attestations sur l'honneur ou formulaire DC1, déclaration du candidat ou formulaire DC2 , etc.),
- Des références de prestations effectuées par la société sous-traitante au cours de la dernière année de nature similaire ainsi qu'une présentation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation des prestations sous-traitées,
- L'extrait Kbis de la société sous-traitante de moins de 3 mois,
- Les attestations de vigilance URSSAF et de régularité fiscale de la société sous-traitante de moins de 6 mois,
- Les attestations d'assurances professionnelle et civile décennale en cours de validité,
- Le RIB.

### **1.4. CONTRÔLE ET DIRECTION DU CONTRAT**

---

Cet article adapte l'article 14 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage contrôle et dirige le Contrat de maîtrise d'œuvre par l'émission d'ordres de Service (O.S) tels que définis à l'article 3.8 du CCAG Maîtrise d'œuvre. Les ordres de service sont datés, numérotés, signés et transmis dans les conditions permettant de donner date certaine.

Le titulaire en accuse immédiatement réception.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours sous peine de forclusion à compter de la réception de l'ordre de service pour émettre d'éventuelles réserves sur les conséquences directes ou indirectes découlant de celui-ci. Ces réserves sont transmises au maître de l'ouvrage par un moyen permettant de donner date certaine.

### **1.5. CONSISTANCE DES MISSIONS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

Les missions confiées au titulaire sont définies au programme de consultation. Elle est composée, en outre :

- De l'ensemble des tâches que le CCAG de marchés publics de travaux impute à la maîtrise d'œuvre qui est réputée le connaître.
- Et plus généralement des obligations de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre. Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :
  - des dispositions à prendre dans le cadre de la protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin,
  - de la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière,
  - des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux,
  - des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens.

Le contenu de cette mission, sa finalité et ses exigences sont définis au programme de consultation.

### **1.6. MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX**

---

Le maître de l'ouvrage envisage de confier les travaux en lots séparés ou en lots regroupés sous la forme de macro lots.

La décision définitive quant au mode de dévolution sera prise en fin de partie AVP.

### **1.7. CONDUITE DES PRESTATIONS**

---

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

**En cas d'insuffisance** dans l'exécution des prestations, la personne publique (maître d'ouvrage) peut demander le remplacement d'une personne physique désignée dans l'acte d'engagement. Le titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours pour proposer un remplaçant sous peine d'application d'une pénalité définie à l'article 6.3.1.

Celui-ci est considéré comme accepté si la personne publique ne le récusé pas dans un délai de 60 jours.

**En cas d'indisponibilité** d'une personne physique désignée dans l'acte d'engagement pendant une période continue supérieure à 15 jours, il est fait application des mêmes dispositions.

## **ARTICLE 2. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT**

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

Le contrat objet du présent CCAP est composé :

- des textes réglementaires de référence,
- de documents à caractère contractuel, particuliers et généraux.

Cet ensemble est complété par d'autres documents à caractère non contractuel, remis à titre indicatif et permettant de mieux comprendre les paramètres de l'opération.

## **2.1. TEXTES RÉGLEMENTAIRES DE RÉFÉRENCE**

---

- Code de la commande publique et ses annexes, dont notamment l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé (annexé au Code de la commande publique) ;
- Tous autres textes législatifs ou réglementaires ayant une relation directe ou indirecte avec l'ouvrage à réaliser, sa conception, sa réalisation, sa mise en service et son exploitation.

## **2.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS PARTICULIERS (PAR ORDRE DE PRIORITÉ)**

---

- L'Acte d'Engagement et la mise au point du marché le cas échéant,
- Le tableau de répartition des honoraires par éléments de missions,
- Le présent CCAP,
- Le programme de consultation,
- Le mémoire justificatif remis avec l'offre pour ses dispositions ne remettant pas en cause le programme. Toute proposition supérieure aux exigences de l'AE, CCAP ou programme est acquise à la personne publique.

## **2.3. DOCUMENTS CONTRACTUELS GÉNÉRAUX (PAR ORDRE DE PRIORITÉ)**

---

- Le CCAG-Maîtrise d'œuvre approuvé par arrêté du 30 Mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre.

En matière de droit de propriété intellectuelle, le régime des droits de propriété intellectuelle est régi par l'article 24 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

- Le CCAG des marchés de travaux par arrêté du 30 Mars 2021.

Si la maîtrise d'œuvre décèle des contradictions ou des incohérences entre les divers documents généraux, elle les signalera par écrit au maître de l'ouvrage qui se réserve le droit de faire appel à un tiers expert.

En tout état de cause, aucune démarche de la maîtrise d'œuvre ne saurait diminuer sa responsabilité de constructeur ou l'en exonérer.

## **ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE ET PHASAGE DE L'OPERATION**

Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée de **30 mois**, année de parfait achèvement comprise.

Le délai global du marché se décompose comme suit :

- 8 mois d'études à compter de la notification du marché incluant les délais de validation du maître d'ouvrage ainsi que la mise en œuvre de la procédure et l'attribution des marchés de travaux,
- 10 mois de réalisation des travaux incluant la durée de préparation du chantier,
- 12 mois pour l'année de parfait achèvement à compter de la date de réception des travaux.

## **3.1. PHASAGE ET DESCRIPTION DE LA MISSION**

---

Préalablement, les données d'entrée de la conception doivent permettre de connaître les principales données de base nécessaires à la production des études et d'anticiper les besoins telles le relevé géomètre, le rapport géotechnique, le plan de synthèse VRD, les diagnostics techniques...



Ces éléments indispensables donneront lieu à un compte-rendu signé par les deux parties après échange entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

La mission objet du présent CCAP est décomposée en parties techniques au sens des articles R2431-1, R 2431-4 à 2431-7 et 2431-19 à 2431-23 du Code de la Commande Publique :

- Partie technique 1 : suivi des études (DIAG : Diagnostic de l'existant pour la partie affectée par l'opération), ESQ, APS, APD, DPC incluant les demandes d'autorisations de travaux sur l'existant, PRO/DCE, ACT),

Le PRO-DCE comprendra notamment la rédaction des pièces administratives (RC, CCAP, AE) et la rédaction des pièces techniques (CCTP par lot, pièces graphiques, synoptique de principe, cadres quantitatifs par lot, estimation des travaux par lot, planning travaux et toute autre pièce nécessaire à la consultation.)

- Partie technique 2 : suivi des travaux (EXE, SYNTH et VISA, DET, AOR, DOE) et assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les ordres de services durant la phase d'exécution des travaux ainsi que les projets d'avenants rendus nécessaires durant cette phase (A l'exception de ceux dont le maître d'ouvrage se réserve l'initiative) seront rédigés par le maître d'œuvre et transmis au maître d'ouvrage pour validation. Leur notification relèvera de la compétence exclusive du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre se prononcera également sur l'agrément des sous-traitants. Il établira un calendrier annuel des décaissements, actualisé en cours d'exécution du chantier et procédera à l'instruction des mémoires en réclamation pouvant être adressés par les entreprises dans un délai maximum de 30 jours.

- Missions complémentaires : CSSI + OPC.

### **3.2. DÉCLENCEMENT DES PARTIES**

La notification du marché vaut démarrage de la prestation et de ses délais d'exécution.

Les parties décrites ci-dessus sont déclenchées soit par ordre de service tel que prévu à l'article 1-4 ci-dessus soit à des moments particuliers de l'opération définis ci-dessous.

	<b>Point de départ :</b>
<b>Partie Technique 1 :</b>	
- DIAG et ESQ	- Notification du présent marché
<b>Partie Technique 1 :</b>	
- Phase APS	- Ordre de service pour la phase APS
- De l'APD jusqu'au PRO	- Date de réception de la décision du maître d'ouvrage validant la phase précédente
<b>Partie Technique 2 (Sauf phases ci-dessous) :</b>	
- VISA	- Ordre de service
	- Date de réception par le maître d'œuvre des plans EXE visés par les entreprises
- DOE	- Date des OPR
Missions Complémentaires	- Notification du présent marché

Chaque phase sera validée par le maître de l'ouvrage. Une nouvelle phase ne pourra débuter qu'à la date de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.

### **3.3. MISE À DISPOSITION ET RÉCEPTION DES OUVRAGES**

Le mode opératoire et le phasage des travaux tels qu'ils résulteront de la mise au point des marchés de travaux peuvent avoir les conséquences suivantes :

- Réception unique de l'ensemble de l'opération par phase de travaux, au sens de l'article 41 du CCAG-Travaux.
- Plusieurs réceptions partielles au sens de l'article 42 du CCAG-Travaux.
- Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, au sens de l'article 43 du CCAG-Travaux.

Il est expressément convenu que la mission du titulaire et la rémunération correspondante intègrent ces probabilités, sans conséquences sur les délais globaux.

## **ARTICLE 4. EVOLUTION DU MONTANT DES TRAVAUX ET DE LA REMUNERATION**

### **4.1. SYMBOLES ET FORMULES UTILISÉS DANS LE CONTRAT (PAR MISSION)**

Pp	<p>Montant prévisionnel provisoire des travaux tel qu'il figure dans l'Acte d'Engagement, arrêté lors de la passation du marché (cf. article R2432-7 du Code de la commande publique)</p> <p>Ce montant comprend toutes les dépenses nécessaires à la réalisation d'un ouvrage répondant au programme contractuel, à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre,</li> <li>- des dépenses de libération d'emprise,</li> <li>- des frais de contrôle technique ou d'éventuelles interventions de laboratoire,</li> <li>- des frais de coordination de sécurité</li> <li>- des frais d'AMO</li> <li>- de la prime éventuelle de l'assurance « dommages »,</li> <li>- de tous les frais financiers.</li> </ul>
Pd	<p>Montant prévisionnel définitif des travaux acceptés par le maître de l'ouvrage au plus tard lors de l'acceptation de l'Avant-Projet (cf. article R2432-6 3° du Code de la commande publique)</p> <p>Ce montant comprend les mêmes éléments que le montant Pp.</p>
CR	<p>Coût de référence arrêté au plus tard lors de l'acceptation du projet par le maître de l'ouvrage et servant de base au lancement de la consultation des entreprises (cf. articles R2432-3 du Code de la commande publique)</p>
MT	<p>Montant de tous les marchés de travaux conclus après la consultation permettant de réaliser l'ouvrage conformément au programme et au Projet</p>

Fp	Forfait principal de rémunération provisoire, tel qu'il résulte de l'Acte d'Engagement, arrêté lors de la passation du marché (cf. article R2432-7 du Code de la commande publique)
Fd	Forfait principal de rémunération définitif, $Fd = A \times Fp$ , tel qu'il résulte de l'application de l'article <b>4.2</b> du CCAP (cf. article R2194-1 du Code de la commande publique en ceux qu'il constitue une clause de réexamen)
Tp	Taux de rémunération provisoire (il est égal à $Fp/Pp$ ). Il est arrondi au dix millième.
Td	Taux de rémunération définitif (il est égal à $Fd/Pd$ et ce, quel que soit le montant de CR). Il est arrondi au dix millième.
s1	Taux du premier seuil de tolérance (cf. article R2432-3 du Code de la commande publique)
S1	Premier seuil de tolérance (il est égal à $CR \times (1 + s1)$ )
s2	Taux du deuxième seuil de tolérance (cf. article R2432-4 du Code de la commande publique)
S2	Deuxième seuil de tolérance (il est égal à $MT \times (1 + s2)$ )
DGD	Montant de l'ensemble des DGD travaux
MDTc	Montant définitif des travaux corrigé correspondant au montant de l'ensemble des DGD travaux réduit du montant de l'ensemble des travaux modificatifs classés en catégorie 1 (cf. article <b>4.2.3</b> ). Ce montant correspond à la réalisation l'ouvrage conformément au programme et au Projet.
A	Coefficient permettant de calculer Fd sur la base de Fp (cf. article <b>4.2.2</b> )

## **4.2. ÉVOLUTION DU MONTANT PRÉVISIONNEL DE TRAVAUX**

---

### **4.2.1. DU DÉMARRAGE DU MARCHÉ À L'AVP**

A chaque phase d'études (Esquisse, APS, APD), le titulaire du marché devra rester dans le cadre de l'enveloppe prévisionnelle définie par le maître d'ouvrage.

Lors de la remise au maître de l'ouvrage de l'AVP, l'éventuelle différence entre l'estimation du coût des travaux et le montant prévisionnel provisoire (Pp) doit faire l'objet d'une justification détaillée et motivée.

Au vu de ces justifications, le maître de l'ouvrage peut demander au titulaire d'adapter ses études si l'estimation du coût des travaux est supérieure à Pp aux frais du maître d'œuvre.

A l'issue de l'AVP, le maître de l'ouvrage arrête le montant Pd (=Pdéfinitif) par notification au maître d'œuvre par voie d'avenant.

En cas de désaccord sur le coût, le Maître d'œuvre devra faire connaître au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au plus tard dix jours calendaires suivant la fixation du coût prévisionnel définitif par ce dernier :

- S'il décide de résilier le contrat en renonçant à tous ses droits et toutes prétentions indemnitaires,
- Ou s'il exécute le marché aux termes et conditions prévus au présent contrat.

En l'absence de décision notifiée dans le délai imparti par le Maître d'œuvre, l'accord de ce dernier est réputé acquis sur la base du coût prévisionnel tel qu'arrêté par avenant.

#### **4.2.2. DE L'AVP À LA NOTIFICATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX**

Lors de la remise du Projet et au plus tard avant l'envoi du dossier de consultation des entreprises, le maître de l'ouvrage arrête sur proposition du titulaire, par Ordre de Service, le coût de référence (CR) sur la base duquel la consultation des entreprises est lancée, lequel engage le maître d'œuvre.

L'éventuelle différence entre le coût de référence (CR) et le montant prévisionnel définitif (Pd) doit faire l'objet d'une justification détaillée et motivée.

Au vu de ces justifications, le maître de l'ouvrage peut demander au titulaire d'adapter ses études, sans honoraires supplémentaires, par la mise en place de tranches de travaux par exemple.

Au vu des résultats de la consultation, et sans préjudice des dispositions de l'article 6.1, le maître de l'ouvrage arrête par un Ordre de Service le montant des marchés de travaux qui est égal à la somme de tous les montants des marchés conclus (montant MT).

#### **4.2.3. DE LA NOTIFICATION À L'ACHÈVEMENT DES MARCHÉS DE TRAVAUX**

Au vu des décomptes finaux des marchés de travaux, le maître de l'ouvrage arrête les décomptes généraux de ces marchés conformément aux dispositions de l'article 13.4 du CCAG de Travaux (montant DGD).

Afin de pouvoir vérifier le respect de l'engagement contractuel visé à l'article 6.2, le maître d'ouvrage procédera à une correction du montant DGD afin d'exclure de celui-ci les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du maître d'œuvre (modifications qui s'imposent au maître de l'ouvrage après la passation des contrats de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître de l'ouvrage).

En conséquence, les modifications de travaux seront classées par le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre selon les catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandé par le maître de l'ouvrage.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux (y compris les remarques du contrôleur technique, du CSPS ou du SDIS).

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre. Elle est prise en compte dans la comparaison.

Les montants Pp, Pd, CR, MT et DGD sont comparés sur les mêmes bases économiques par l'utilisation de l'indice BT 01 « tous corps d'état ».

#### **4.3. ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE**

---

- a) La rémunération définitive est modifiée par avenant.
- b) Cette rémunération définitive n'est pas influencée par l'éventuelle différence entre le prévisionnel de travaux définitif (Pd) et le coût de référence (CR) sur la base duquel les consultations des entreprises sont lancées.
- c) Les éventuelles évolutions de la rémunération sont toujours calculées sur la base du mois m0 Études. L'éventuelle régularisation des sommes dues au titulaire à titre d'acomptes

## Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment neuf de radiologie en imagerie médicale (I.R.M.) au sein de l'hôpital de la femme, de la mère et de l'enfant

s'opère lors de la demande du dernier acompte de l'élément Avant-Projet (remise de l'APD).

- d) Dans le cas de modification de programme initiée à la demande du maître de l'ouvrage, un avenant sera négocié sur la base de l'article 4.3.2 .

### 4.3.1. PROGRAMME CONSTANT

Le forfait de rémunération provisoire par mission (Fp) est celui qui résulte de l'Acte d'Engagement.

A programme constant, le forfait de rémunération provisoire (Fp) est transformé en forfait définitif (Fd), soit  $Fd = Fp$

### 4.3.2. MODIFICATIONS DE PROGRAMME

En cas de modification de programme, pour la fixation du forfait définitif de rémunération, le maître d'œuvre identifiera la part financière correspondant aux modifications de programme du montant prévisionnel définitif des travaux Pp.

Pour la part du Pd correspondant au programme (dit « à programme constant »), le maître d'ouvrage utilisera la méthode ci-dessus.

Pour la part correspondant aux modifications de programme, pour toute demande de rémunération complémentaire, le maître d'œuvre présentera un mémoire justifiant des incidences de ces modifications en temps prévisionnel passé ou à passer pour sa prestation selon les catégories de personnel visées à l'acte d'engagement et les éléments de mission, étant précisé :

- L'application d'un tunnel de neutralisation de 0 à 5 % au-delà du coût travaux indiqué à l'article 4 de l'acte d'engagement, dans lequel la rémunération n'évolue pas
- A titre de précision, les modifications de programme sont pour le maître d'ouvrage, dans l'esprit, des modifications complètes d'affectation d'étages ou des changements de destination importants des locaux et ne sont pas, par exemple, des déplacements de locaux qui sont des ajustements d'études
- En cas d'évolution de programme entraînant *in fine* une hausse des coûts travaux, la demande de rémunération sera chiffrée au réel et argumentée, et la résultante en taux de rémunération (en excluant les éléments de mission déjà réalisées) sera nécessairement strictement inférieur au taux initial résultant du forfait (en excluant pour la comparaison, les éléments de mission déjà réalisés et facturés).
- En cas d'évolution de programme entraînant *in fine* des délais supplémentaires (avec une franchise acquise au maître d'ouvrage de 1 mois), la demande de rémunération sera chiffrée au réel et argumentée, sur la base des incidences des missions liées à la gestion des délais (DET notamment).

Après négociation avec le maître d'ouvrage, le forfait définitif de rémunération Fd intégrera l'incidence financière de ces modifications par voie d'avenant selon le bordereau des prix unitaires défini ci-dessous.

## 4.4. MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier un ou plusieurs marché(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 5. CLAUSES FINANCIERES**

### **5.1. CARACTÈRE FORFAITAIRE DE LA RÉMUNÉRATION**

La rémunération forfaitaire arrêtée dans les conditions de l'article **4.3** du CCAP couvre l'intégralité des prestations nécessaires pour mener la mission à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Ce forfait comprend la participation active aux réunions de coordination et de concertation à une fréquence moyenne d'une réunion hebdomadaire en phase études.

Ce forfait est exclusif de toute autre rémunération de la part d'un tiers au titre de la même opération.

### **5.2. BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES**

Si un avenant à ce contrat s'avérait nécessaire, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition objet de l'Annexe financière à l'Acte d'Engagement, ou bien les prix de journée par catégorie de personnel mentionnés à l'acte d'engagement avec justification des temps prévisionnels d'intervention.

### **5.3. INCIDENCE DE LA TVA**

Tous les montants figurant au contrat, sauf précision contraire, qu'il s'agisse de la rémunération du titulaire ou des prévisions de travaux, sont exprimés TVA incluse (donc TTC). Ces montants mettront en évidence le montant de la TVA et le (ou les) taux en vigueur.

### **5.4. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCES**

Il est fait application de l'article 4.2 du CCAG-Maîtrise d'œuvre.

### **5.5. RÉVISION DU PRIX**

Les prix du marché sont révisibles.

Le coefficient de révision C applicable est donné par la formule :

$C = 0,15 + 0,85 * (I_{e-6} / I_{0-6})$  où :

- $I_{e-6}$  correspondant à l'indice Ingénierie I du mois d'exécution « e » de la prestation moins 6 mois. Si le délai d'exécution est supérieur à un mois, le mois « e » est le dernier mois de la période,
- $I_{0-6}$  correspond à l'indice Ingénierie I du mois zéro portée à l'acte d'engagement moins 6 mois.

L'indice I est l'index officiel ingénierie publié par le Ministère de l'Ecologie et Ministère du Développement Durable et de l'Energie.

Ce coefficient est arrondi au millièème supérieur.

## **ARTICLE 6. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DU MAÎTRE D'OEUVRE**

### **6.1. ENGAGEMENT DE L'APD À LA NOTIFICATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX : RÉSULTATS DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX**

Le seuil de tolérance (S1) au-delà duquel la maîtrise d'ouvrage peut demander au titulaire d'adapter ses études en application de l'article R2432-3 du Code de la commande publique, découle de l'application au coût de référence (CR) d'un taux s1 égal à **2 %** (deux pour cent).

Cette demande se concrétisera par un Ordre de Service Études émis dans les conditions de l'article 1.4 du CCAP. Cet Ordre de Service précisera si l'adaptation des études concerne tous les lots de travaux ou seulement tel ou tel d'entre eux, ainsi que les limites du montant total des marchés de travaux à conclure.

Pour ce faire, le titulaire ne peut prendre en compte que les seules propositions ou les seules variantes admises par le Représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire prendra également en compte les éventuelles incidences des modifications d'un lot sur les autres lots.

Ces nouvelles études seront conduites dans le respect des dispositions réglementaires en matière de marchés de travaux. Elles se poursuivront sans modifier le délai global de l'opération, tant que les nouvelles offres des entreprises ne seront pas satisfaisantes, et ce, sans rémunération supplémentaire.

Au terme de ces propositions, le maître de l'ouvrage peut résilier le marché si le montant des offres de prix dépasse ses possibilités ou s'il estime que les modifications apportées au projet dénaturent le programme contractuel. En complément et par dérogation à l'article 30 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage peut décider une résiliation pour faute au sens de l'article 30 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

### **6.2. ENGAGEMENT DE LA NOTIFICATION À L'ACHÈVEMENT DES MARCHÉS DE TRAVAUX : RESPECT DU COÛT DES CONTRATS DE TRAVAUX**

Le seuil de tolérance (S2) au-delà duquel la minoration de la rémunération prévue à l'article R2432-4 du Code de la commande publique résulte de l'application au montant des marchés de travaux (MT) d'un taux s2 égal à **2 %** Deux pour cent).

Le maître d'ouvrage comparera le montant des travaux à la notification des contrats de travaux (MT) au montant des travaux réalisés après correction (MDTc) tel que défini ci-dessus.

L'éventuelle minoration sera égale à deux fois le taux de rémunération définitif appliqué au dépassement du seuil de tolérance. Cette stipulation se concrétise par la formule suivante :

Montant de la minoration = 2 x Td (MDTc - MT)

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article R2432-4 du Code de la commande publique, cette minoration est plafonnée à 15 % de la rémunération correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des contrats de travaux.

A titre conservatoire, l'éventuelle minoration de rémunération s'opérera, par précompte sur l'acompte correspondant, à la remise des décomptes généraux des marchés de travaux.

### **6.3. RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

#### **6.3.1. RETENUE**

L'acte d'engagement définit les délais contractuels des principaux éléments du marché.

Si le titulaire ne respecte pas ces délais contractuels (et tout document où la maîtrise d'ouvrage impose une date certaine de transmission), il subit une retenue de **200 euros** (Deux cents euros) par jour de calendrier de retard. En cas de qualité des productions ne respectant les exigences de la personne publique, une pénalité journalière de retard pourra aussi être appliquée.

De plus, dès que le maître d'ouvrage constate un retard ou une absence dans l'un des cas suivants :

- Absence aux réunions : le titulaire sera sanctionné par application d'une retenue provisoire, à hauteur de **400 euros** (Quatre cents euros) hors taxes par absence.
- Non remplacement d'une personne physique désignée à l'acte d'engagement dans un délai de 15 jours ou indisponibilité de la personne désignée au-delà de 15 jours, à hauteur de **400 euros** (Quatre cents euros) **hors taxes** par jour calendaire de retard à compter du 16<sup>ème</sup> jour.
- Non-respect des obligations contractuelles : à hauteur de **200 euros** (Deux cents euros) hors taxes par jour calendaire de retard jusqu'à ce que l'obligation contractuelle soit respectée.
- Non-respect des délais de validation des acomptes mensuels et du projet de décompte : à hauteur de **100 euros** (Cents euros) hors taxes par jour calendaire de retard jusqu'à ce que l'obligation contractuelle soit respectée.
- Retard dans les délais d'instruction des mémoires en réclamation : à hauteur de **150 euros** (Cents cinquante euros) hors taxes par jour calendaire de retard jusqu'à ce que l'obligation contractuelle soit respectée.

Les retenues sont appliquées sans autres formalités par précompte sur la demande d'acompte qui suit le constat du retard ou de l'absence. Pour les pénalités calculées sur une base journalière, chaque jour commencé sera considéré comme dû.

#### **6.3.2. PÉNALITÉS**

Les retenues visées à l'article **6.3.1** du CCAP sont transformées en pénalités lors de l'élaboration du décompte général. Les pénalités sont révisées dans les conditions du marché.

Les pénalités contractuelles ne sont pas plafonnées ; leur montant sera révisé dans les conditions du marché. Elles s'appliquent quelles que soient les raisons du retard, sauf si le titulaire justifie l'invocation de la force majeure.

#### **6.3.3. MODIFICATION DES DÉLAIS CONTRACTUELS**

Les délais contractuels d'études peuvent être modifiés par Ordre de Service émis dans les conditions de l'article 1.4 du CCAP.

#### **6.3.4. MESURES CONSERVATOIRES**

En phase Travaux, si le coût de réalisation ajouté aux travaux supplémentaires dépasse le seuil de tolérance, des retenues intermédiaires pourront être appliquées par le maître d'ouvrage et réparties sur les décomptes correspondant aux éléments de mission DET et AOR.

### **ARTICLE 7. DECOMPOSITION DU FORFAIT - ECHEANCIER DES ACOMPTES (PAR MISSION)**

#### **7.1. DÉCOMPOSITION DU FORFAIT**

La décomposition du forfait de rémunération fait l'objet de l'annexe financière à l'acte d'engagement qui précise la valeur de la rémunération par mission, et, au sein de chacune des missions, par membre du groupement.



## **7.2. ÉCHÉANCIER DES ACOMPTES**

---

### **7.2.1. POUR LA PARTIE TECHNIQUE « SUIVI DES ETUDES »**

Le Titulaire fournira à l'appui de sa demande les éléments permettant d'apprécier le service fait, dans le formalisme exigé par la personne publique.

Le paiement de chaque élément de mission (ESQ, APS, APD, DPC, PRO/DCE, ACT, EXE, SYNTH et VISA, DET, AOR, DOE + coordination SSI + OPC ) figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire sera conditionné à l'avis favorable de l'élément considéré.

### **7.2.2. POUR LA PARTIE TECHNIQUE « SUIVI DES TRAVAUX ET ASSISTANCE PENDANT LA PERIODE DE PARFAIT ACHEVEMENT »**

Les règlements correspondant aux parties techniques de la réalisation des travaux seront fractionnés en autant d'acomptes mensuels que le calendrier général compte de mois entiers ou partiels, sur les bases suivantes :

- Pendant la durée des travaux, cumul des acomptes plafonné à 95 %
- 6 mois à compter de la réception des ouvrages 2,5 %
- A la fin de l'année de parfait achèvement 2,5 %

Cet article déroge à l'article 11.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

## **7.3. SOLDE**

---

Il est fait application des dispositions de l'article 11.8 du CCAG Maîtrise d'œuvre. Le titulaire doit demander le solde des sommes qu'il estime lui être dues au titre de ce marché dans le mois qui suit la parution de l'index nécessaire à la révision du dernier acompte.

## **7.4. FORME DES DEMANDES D'ACOMPTE ET DE SOLDE**

---

Les demandes d'acompte ou de solde ainsi que leur paiement se feront conformément aux dispositions de l'article 11 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

En application des dispositions de l'article 12.1.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le mandataire du groupement a seule capacité pour présenter les demandes de paiement.

## **7.5. MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

---

Les règlements sont effectués par virement après dépôt de factures sur le portail public de facturation (Portail Chorus Pro), mode de transmission obligatoire.

## **7.6. AVANCE**

---

Les conditions de versement et de remboursement de l'avance sont définies aux articles R2191-11 à R2191-12 du Code de la commande publique.

## **7.7. DÉLAIS DE PAIEMENT/INTÉRÊTS MORATOIRES**

---

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 50 jours maximum, comptés à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de la demande du titulaire accompagnée des pièces prévues à l'article 11 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

Le dépassement du délai de paiement prévu à l'article R2192-11 du Code de la commande publique ouvre de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes dues y compris la taxe à la valeur ajoutée dans les conditions prévues aux articles L2192-12 à L2192-14 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

#### **7.8. CONTRÔLE DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS ET FINAL**

---

Le titulaire, dans sa mission de vérification des projets de décomptes présentés par les entreprises conformément à l'article 12 du CCAG travaux, bénéficie d'un délai maximum de 8 jours décomptés dans les conditions de l'article 3 du CCAG Maîtrise d'œuvre pour les décomptes mensuels, et de 30 jours pour le projet de décompte final. Il remet à cet effet au maître de l'ouvrage le bordereau annexé au présent document.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, une pénalité dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 euros (Cent euros) par jour de retard.

En tout état de cause, le maître de l'ouvrage se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du titulaire défaillant.

### **ARTICLE 8. REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES**

---

#### **8.1. PRÉSENTATION DES DOCUMENTS**

---

Conformément à l'article 20.4.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre avise par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents constitutifs de chacun des éléments de mission rappelés ci-dessous lui seront présentés :

→ Eléments de missions de base suivants :

- DIAG pour la partie de l'existant affecté par l'opération
  - ESQ
  - APS
  - APD
  - DPC (Dossier de demande d'autorisations administratives dont permis de construire)
  - PRO/DCE
  - ACT
  - EXE
  - SYNTH et VISA
  - DET
  - AOR
  - DOE
- + année de parfait achèvement

→ Eléments de missions complémentaires suivants :

- OPC
- COORDINATION SSI.

Les documents graphiques et écrits dus par le titulaire avant début des travaux sont remis au maître de l'ouvrage dans les conditions de l'article 10.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera,

- Soit la mention « documents provisoires »,
- Soit la mention « documents définitifs ».

## **8.2. AVIS SUR LES DOCUMENTS PROVISOIRES**

---

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné.

Les délais nécessaires à la maîtrise d'ouvrage pour émettre avis et observations sur les « documents provisoires » sont arrêtés d'un commun accord, sur suggestion du titulaire, dans les conditions de l'article 1.4. du CCAP. Le document est considéré comme validé si le maître de l'ouvrage dépasse le délai précité pour son approbation, sauf à suspendre ledit délai par ordre de service.

## **8.3. VALIDATION DES PRESTATIONS**

---

Les « documents définitifs » sont réceptionnés, ajournés, réceptionnés avec réfaction ou rejetés dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre par ordre de service.

Le délai imparti au maître de l'ouvrage pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet est de deux semaines.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le silence gardé par le maître d'ouvrage au terme du délai cité à l'article 8-3 du présent CCAP ne vaut pas acceptation de l'élément étudié.

# **ARTICLE 9. ACHEVEMENT DE LA MISSION**

---

## **9.1. ARRÊT EN FIN DE PARTIE**

---

En application de l'article 27 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques indiquées à l'article 3.1 du CCAP.

## **9.2. ARRÊT EN COURS DE PARTIE**

---

Lorsque le maître d'ouvrage décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier en tout ou partie le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées. L'indemnité prévue au 31 du CCAG Maîtrise d'œuvre est fixée à 3% et s'applique à la part de la partie technique déclenchée par ordre de service mais non exécutée.

Cet article déroge à l'article 31 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

## **9.3. RÉCEPTION DE LA MISSION**

---

La mission du titulaire s'achève à l'expiration de l'année de parfait achèvement.

Sauf écrit contraire de la part du maître de l'ouvrage, la réception de sa mission est prononcée à compter de cette date, dans les conditions des articles 20 et 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage remettra au titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde. Cette attestation constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

À défaut, c'est le mandatement du solde qui tiendra lieu d'attestation.

## **ARTICLE 10. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES - DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS**

### **10.1. LES MODALITÉS DE COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

---

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre :

Les communications entre les parties qui n'entendent pas se référer à une date certaine se font par courrier ordinaire ou par mail.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG- Maîtrise d'œuvre, le titulaire avise par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents des éléments de mission lui seront présentés.

Les communications par messagerie électronique (e-mail ou e-mel) ne pourront être considérées comme donnant date certaine.

La maîtrise d'œuvre, en préambule de sa mission, met en place un mode de communication fondé sur le référentiel du maître de l'ouvrage ; chaque partenaire de l'opération suit les exigences de cette « charte de communication », notamment pour tout ce qui concerne les formes de présentation des documents : courriers, factures, plans, cartouches, références des chantiers.

#### **NOTA : Communication avec les tiers à l'opération**

Il est expressément rappelé aux prestataires intellectuels que toute communication avec des tiers autres que ceux liés par contrat avec le maître de l'ouvrage doit obligatoirement faire l'objet d'un accord de celui-ci.

Sont concernés notamment les interviews avec la presse écrite, les revues professionnelles, les médias audiovisuels, les autres services du maître de l'ouvrage, la commission de sécurité, l'inspection du travail.

### **10.2. DÉLAI DE REMISE DES DOCUMENTS**

---

Le titulaire est tenu de remettre ses observations au maître de l'ouvrage dans des délais permettant le bon déroulement des différentes parties de l'opération.

## **ARTICLE 11. ASSURANCES**

### **11.1. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE**

---

Chaque membre du groupement devra apporter la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers, aux salariés et aux clients, pendant et après l'exécution des prestations.

Cette attestation doit émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle.

Elle doit comporter au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré,
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,

- Montant des franchises éventuelles,
- Activités exactes garanties,
- Durée et date de l'attestation.

Cette attestation doit comporter une clause d'abrogation à la règle proportionnelle de capitaux.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

#### **11.2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE**

---

Il devra également justifier d'une assurance de responsabilité des constructeurs conforme aux dispositions de l'article L.241-1 du Code des assurances (responsabilité décennale), qui comportera des mentions identiques à la précédente, et indiquera, en outre :

- Le montant total de l'opération tel que déclaré initialement par le Maître de l'ouvrage.

#### **ARTICLE 12. MESURES COERCITIVES - RESILIATION**

Le titulaire pourra voir son marché résilié sans indemnité, outre les cas prévus aux articles 27 à 31 du CCAG Maîtrise d'œuvre, en cas de manquement grave aux obligations définies dans le présent marché, notamment pour :

- Non-justification d'une assurance au sens de l'article L.241-1 du Code des assurances.
- Non-respect des obligations précisées à l'annexe technique valant CCTP, constaté par une mise en demeure établie par le maître de l'ouvrage.
- Non remise tous les six mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D. 8222-5 du code du travail.
- Non-respect des articles L2141-1 à 11 du code de la commande publique,
- Inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R2143-3, R2143-6 à 10 du code de la commande publique,

L'éventuelle résiliation du marché se fera dans les conditions des articles 27 à 34 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Il sera fait application, le cas échéant des dispositions de l'article 34 du CCAG Maîtrise d'œuvre (Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre).

#### **ARTICLE 13. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

Le titulaire doit respecter les dispositions prévues au Code du Travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimilé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail

- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail.

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- Kbis
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers.

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

#### **ARTICLE 14. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois, règlements et conventions collectives, textes intégrant les 8 conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité temporaire en France sont soumis aux dispositions du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale et de l'article L. 1262-4 du code du travail.

#### **ARTICLE 15. CONFIDENTIALITE – LAICITE ET NEUTRALITE**

##### **15.1. CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (médicales, techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confié le C.H.U.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation lèserait gravement les intérêts du C.H.U., s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du C.H.U. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique relatif à l'activité du C.H.U., qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait du C.H.U. ou d'un tiers.

##### **15.2. LAICITE ET NEUTRALITE**

En application de l'article 1-II de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L. 2 du code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son

titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

## **ARTICLE 16. DROIT ET LANGUE**

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## **ARTICLE 17. REGLEMENT DES LITIGES**

### **17.1. REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES**

La mise en œuvre du mode amiable de règlement des différends (M.A.R.D.) constitue un préalable obligatoire à tout recours juridictionnel.

En priorité, tout au long de l'exécution du marché, les parties rechercheront de solutionner leur désaccord en privilégiant des échanges verbaux à l'occasion d'une ou plusieurs réunions si nécessaires.

En cas de différend persistant, un mémoire adressé par le titulaire valant réclamation préalable sera une étape obligatoire avant la mise en œuvre de tout autre M.A.R.D. Ce document devra exposer les motifs du litige et pour chaque chef de contestation, comporter un détail chiffré des sommes réclamées accompagnées de justificatifs.

Par dérogation à l'article 35.2 du C.C.A.G., ce mémoire devra être transmis au pouvoir adjudicateur dans le délai de trente jours calendaires à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

A défaut d'accord, la saisine du Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés publics de Bordeaux (C.C.I.R.A) dont les coordonnées sont détaillées ci-dessous devra être privilégiée:

**Adresse postale :**

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C  
C.C.I.R.A de Bordeaux  
Cité Administrative  
2, rue Jules Ferry  
33090 BORDEAUX Cedex

**Contact :**

Secrétariat du C.C.I.R.A de Bordeaux  
Tél. : 05.54.68.99.56 / 07.61.17.74.12  
Courriel : [dreets-na.polec@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-na.polec@dreets.gouv.fr)

## **17.2. REGLEMENT JURIDICTIONNEL DES LITIGES**

---

A défaut de règlement amiable, tout litige auquel pourrait donner lieu l'exécution du marché sera de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Limoges, instance auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

1, cours Vergniaud  
87000 Limoges  
87000 LIMOGES Cedex  
Téléphone : 05 55 33 91 55  
Télécopie : 05 55 33 91 60  
Courriel : greffe.ta-limoges @juradm.fr

## **ARTICLE 18. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

En application de l'article 24 du CCAG-Maîtrise d'œuvre, le Maître d'Ouvrage peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations. Il a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché. Il peut librement publier les résultats des prestations ; cette publication doit mentionner le titulaire.

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage. Il ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du pouvoir adjudicateur. La publication des résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable du Maître d'Ouvrage ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire. Le Titulaire est tenu de communiquer au Maître d'Ouvrage, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au Maître d'Ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée au montant hors T.V.A. du marché.

De son côté, le Maître d'Ouvrage garantit le Titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont il lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le Titulaire ou le Maître d'Ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.



**ARTICLE 19. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Maîtrise d'œuvre auxquels il est dérogé
1.3	3.6 (Sous-traitance)
1.4	14 (Prestations supplémentaires ou modificatives)
1.7	3.4.3 (Conduite des prestations)
2	4.1 (Ordre de priorité des pièces contractuelles)
6.1	30 (Résiliation pour faute du maître d'œuvre)
7.2.2	11.2 (Acomptes)
8.3	21 (Admission en l'état ou avec observation, ajournement réfaction et rejet)
9.2	31 (Résiliation pour motif d'intérêt général)
10.1	3.1 (Forme des notifications et informations)
17	35.2 (Règlement des différends entre les parties)